

# Considérations éthiques à prendre en compte dans la décision de réouverture des écoles<sup>i</sup>

William J. Hawk, Frederick Spielberg et Everett Ressler<sup>ii</sup>

09 Septembre 2020

## La Décision de Rouvrir les Écoles

La fermeture des écoles à titre de mesure de sante préventive lors de la pandémie de COVID-19 a perturbé l'éducation de près de 1,3 milliard d'enfants et d'adolescents du primaire et du secondaire à travers le monde qui ont dû rester chez eux entre mars et mai 2020. De nombreux états, communautés et parents se trouvent désemparés quant à la question de savoir comment et quand rouvrir les écoles, certains prônant une réouverture immédiate quand d'autres plaident pour des délais supplémentaires. Les décideurs, en proie à cette situation extrêmement complexe en matières de santé publique, d'éducation et de logistique s'enlisent rapidement dans les chiffres, les statistiques et les variables. Face à cette situation inédite, nous proposons une stratégie de raisonnement éthique qui se veut modeste et qui repose sur Huit Questions Clés<sup>iii</sup> permettant d'examiner des enjeux complexes à la lumière de valeurs morales sous-jacentes.

La décision de rouvrir ou non les écoles dans un tel contexte se trouve obscurcie par de nombreuses incertitudes: Comment les enfants sont-ils touchés par le coronavirus ? Comment le transmettent-ils? Quels sont les risques sanitaires liés à la présence d'élèves en classe ? Comment gérer les conséquences tant éducatives que psychosociales d'une non-scolarisation des enfants ? Comment mesurer les effets socio-économiques d'une fermeture continue des écoles sur les familles, les communautés et la société entière ? La question de la réouverture des écoles est un dilemme qui ne peut être repoussé jusqu'à ce que toutes les inconnues soient résolues; pour de nombreuses communautés, la décision de rouvrir des écoles ou d'offrir une éducation virtuelle sera prise dans un contexte d'incertitude politiquement polarisée.

Certains soutiennent ainsi que les écoles ne devraient pas rouvrir leurs portes tant qu'une réduction de la menace liée au COVID-19 n'est pas garantie (par exemple par l'élimination du virus, le développement de l'immunité, la découverte d'un traitement ou d'un vaccin, ou la réduction importante du taux de transmission). D'autres au contraire soutiennent que les écoles devraient être rouvertes, une position justifiée par les faibles taux de morbidité et de mortalité du COVID-19 chez les jeunes enfants, et par le fait que, dans l'ensemble, les conséquences « invisibles » de l'apprentissage à distance sont si lourdes que les écoles devraient être ouvertes pour « l'intérêt supérieur » des enfants, des adolescents et de leurs familles. D'autres encore cherchent des solutions à travers une forme de scolarisation hybride, visant à réduire les risques sanitaires tout en proposant des activités d'apprentissage; cependant nombre de ces approches personnalisées sont remises en cause quant à leur efficacité, leur faisabilité et leur coût. Toutes ces mesures offrent certains avantages tout en présentant des risques et des conséquences potentiellement graves pour les enfants et leurs communautés.

Confrontés à la décision de rouvrir ou non les écoles en temps de pandémie force est de constater qu'il n'existe pas de réponses aisées. De nombreux facteurs doivent être pris en compte : les niveaux de menace virale, les facteurs de risque par âge, les différences géographiques, les bénéfices directs et secondaires, les besoins des enfants, les capacités familiales, les souhaits des parents et les préoccupations des enseignants, pour n'en citer que quelques-uns. Cependant, tenter de composer avec toutes ces variables risque de conduire à une incapacité à juger du poids de chacune et à décider auxquelles accorder le plus d'importance ce qui, en conséquence, risque d'aboutir à une paralysie décisionnelle potentielle.

### **Utilisation des Huit Questions Clés**

Prendre en compte de manière délibérée un large éventail de facteurs éthiques peut améliorer la qualité de la prise de décision. En effet, se focaliser en premier lieu sur des valeurs morales sous-jacentes peut, paradoxalement, mettre en lumière les différentes priorités ce qui peut faciliter la prise de décision sur des considérations non morales. Parce que les êtres humains ont tendance à se fier à des analyses rapides ainsi qu'à leur intuition, en utilisant pour cela des préjugés accumulés lors d'expériences passées, les valeurs importantes dissimulées dans des «angles morts» moraux peuvent s'en trouver négligées. Prendre des décisions telles que rouvrir ou non les écoles par le biais d'un processus de raisonnement éthique structuré peut ainsi permettre de mettre en lumière des préoccupations qui autrement pourraient ne pas être considérées et à mettre en évidence la valeur primordiale d'assurer le bien-être non seulement des enfants mais de l'ensemble de la communauté.

La stratégie que nous proposons d'adopter pour parvenir à une prise de décision qui soit régie par des valeurs éthiques communes est de soumettre le dilemme de la réouverture ou non des écoles à l'épreuve des Huit Questions Clés (8QC). Les 8QC placent au premier plan les valeurs éthiques d'équité, de résultats, de responsabilités, de caractère, de liberté, d'empathie, d'autorité et de droits. Poser chacune des questions ouvertement (c'est à dire en se gardant des préjugés antérieurs et en les minimisant) expose la complexité du problème à résoudre. En ancrant le dilemme de l'ouverture des écoles dans un contexte moral partagé, les 8QC aident également à identifier les problèmes factuels pertinents et renforce la confiance en une décision informée qui s'aligne sur des valeurs morales partagées. Poser consciencieusement les Huit Questions Clés suscite un débat qui mènera à une compréhension plus large de la question éthique en jeu. Les 8 Questions Clés sont les suivantes :

- Équité: La décision est-elle juste, équitable, contribue-t-elle à mettre en équilibre les intérêts de toutes les parties concernées?
- Résultats: Quelles sont les actions qui engendrent les meilleurs résultats pour tous (à court et à long terme)?
- Responsabilités: Quelles sont les responsabilités (devoirs ou obligations) qui s'appliquent?
- Caractère: Quelles actions expriment un idéal personnel ou collectif?
- Liberté: Quelles actions respectent le mieux l'autonomie, l'intégrité, la dignité et le choix de toutes les parties concernées?
- Empathie: Les actions expriment-elles de l'empathie, se soucient-elles de toutes les parties concernées?
- Autorité: Quelle est l'autorité *légitime* à envisager?

- Droits: Quels droits, le cas échéant, s'appliquent?

Il convient de souligner que poser les Huit Questions Clés serait recommandé à quiconque s'interroge sur la question de la réouverture des écoles (parents, enseignants, administrateurs scolaires et décideurs) et ce, afin d'éclairer leur prise de décision. L'utilisation d'une telle perspective éthique si elle ne *facilite* pas en elle-même le processus de prise de décision, peut en améliorer la qualité. En effet, prendre en compte les huit considérations éthiques garantit que les valeurs éthiques fondamentales ne seront pas oubliées lors de la prise de décision.

## Application

Soumettre la décision de rouvrir ou non les écoles au test des Huit Questions Clés a permis de faire émerger les considérations suivantes:

**1. Équité: quelle ligne de conduite est la plus «juste»: juste, équitable et assure un équilibre tous les intérêts en présence ?** Quel poids variables devrait-on accorder aux intérêts des enfants, à ceux de leurs parents et familles, à ceux des enseignants et du personnel de soutien scolaire ainsi qu'à ceux de leurs communautés? Les questions d'*équité* se doivent de tenir compte des disparités existantes ou futures, par exemple, quant aux différents risques pour la santé, à l'éventail des besoins des enfants, aux capacités des écoles, aux différentes circonstances des familles et aux différences au sein des communautés et des réalités économiques. Il est en général reconnu que les enfants sont profondément affectés par la fermeture des écoles et par l'interruption de leur éducation formelle. En conséquence, explorer et identifier ce qui est «juste» pour les enfants, ce qui va de pair avec leur «intérêt supérieur» devrait être la considération primordiale. Cependant, ce même principe d'équité doit également être pris en compte envers les autres. Dès lors, afin d'équilibrer ces intérêts, il y existe des compromis inhérents, par exemple, entre le risque de maladie encouru par les enfants et les répercussions négatives liées à la non-scolarisation, ou entre la santé et le bien-être des écoliers et celui du personnel scolaire, de leurs familles et de leurs communautés.

Lorsque l'on se pose la question de l'équité, avant de parvenir à une conclusion définitive, il est souvent utile de réfléchir aux conséquences sur les personnes moins favorisées. Une approche peut en effet ne pas être considérée comme «équitable» si une seule partie des enfants bénéficie d'avantages disproportionnés. Par exemple, que se passe-t-il si les actions visant à promouvoir l'apprentissage à distance ou l'apprentissage hybride profitent aux enfants de familles et de communautés à revenu élevé, mais désavantagent les enfants issus de familles et d'écoles à faibles revenus? Les mesures correctrices profitent-elles aux enfants les plus avancés sur le plan éducatif? Quid de la situation des nombreux enfants ayant besoin d'une aide spéciale ? Sont-ils laissés sans l'assistance nécessaire? Comment faire face aux conséquences possibles d'une augmentation de la négligence des enfants, de leur exploitation, des mariages précoces, ou encore de leur recrutement et de l'augmentation du nombre d'abus physiques ou sexuels à leur encontre? Ainsi, poser des questions d'équité dans le contexte de la réouverture des écoles impose de prêter attention à un large éventail de facteurs tant éducatifs, sanitaires, économiques, sociaux que psychologiques, familiaux et communautaires et fait appel à l'innovation et à la créativité pour définir la meilleure des réponses possible.

**2. Résultats - Quelles actions permettent d'atteindre les meilleurs résultats pour chacun (à court et à long terme)?** La justification la plus évidente en faveur d'une réouverture des établissements scolaires réside probablement dans l'amélioration des résultats scolaires des enfants. Cependant, les conséquences non-éducatives d'une telle réouverture des écoles ont trait quant à elles au domaine de la santé publique, à celui du bien-être psychologique et social de la communauté et à la vitalité économique, pour ne citer que celles-ci. Les conséquences à court et à long terme pour toutes les parties prenantes (les enfants, les enseignants, le personnel scolaire, les familles, la communauté et même la société dans son ensemble) doivent être prises en compte tout au long du processus de prise de décision.

En situation de pandémie, les **conséquences** possibles d'une réouverture ou non des écoles doivent être anticipées et évaluées lors de la prise de décision. Ainsi, il convient d'envisager les questions suivantes: Quelle est la probabilité que les taux d'infection augmentent, non seulement parmi les écoliers et leurs familles, mais également parmi les enseignants, le personnel scolaire, leurs familles et, enfin, au sein de la société en général? Rouvrir les écoles peut certes réduire les taux de décrochages scolaires et limiter la détérioration des perspectives d'avenir (car même temporaires les fermetures d'écoles risquent bien de mettre en péril l'ensemble du parcours scolaire de certains enfants), mais peut-on «rattraper» l'instruction, l'apprentissage et les occasions qui ont été manqués en présentiel? Comment le district scolaire pourrait-il améliorer l'accès aux contributions sociales et psychologiques, ainsi qu'aux services auxiliaires fournis normalement par l'environnement scolaire (par exemple, les routines, les interactions sociales, les repas, l'accès à l'eau et à l'assainissement, aux conseils, à des adultes de confiance en dehors de la maison, etc.)?

Les décideurs pourraient également s'interroger quant aux conséquences de leur décision en se demandant si le fait de garder les écoles fermées contribue réellement à endiguer la propagation du virus. Les enfants des milieux urbains informels et surpeuplés, qui ne vont pas à l'école, ne courraient-ils pas un risque accru de contracter le coronavirus en se promenant dans un environnement insalubre avec peu ou pas de supervision? Une grande partie de la vie familiale, sociale, professionnelle ainsi que les cadres de vie en général se structurent autour du système scolaire des enfants. Dès lors il est important de prendre en considération les conséquences pour les familles de toute décision de réouverture ou non des écoles. Par exemple, si certaines familles sont en mesure de soutenir les fonctions d'enseignement et de s'occuper quotidiennement de leurs enfants, de nombreuses autres dépendent de la scolarisation de leurs enfants pour l'organisation de leur vie et de leurs conditions professionnelles. De fait, toute incapacité des enfants à aller à l'école engendre de multiples conséquences pour les familles, y compris une perturbation des sources de revenus et un impact sur les relations humaines. Enfin, ces questions dites « de résultat » doivent s'envisager non seulement au terme de 10 jours, mais également de 10 mois voire de 10 ans.

**3. Responsabilités: Quelles sont les responsabilités (devoirs ou obligations) qui s'appliquent?** Les devoirs et obligations des différentes personnes impliquées dans et concernées par la décision de fermeture et de réouverture des écoles (parents, administration scolaire, enseignants et personnel scolaire, ainsi que les autorités étatiques) doivent être pris en compte. En ce qui concerne les parents, nous devrions nous poser les questions suivantes: Quels sont les devoirs et obligations des parents concernant l'éducation de leurs enfants lors d'une pandémie? S'il s'agit en fait de la responsabilité de la société d'assurer le développement éducatif et social des enfants? Comment ladite société devrait-elle

concilier cette obligation avec les responsabilités individuelles des parents visant à protéger la santé de leurs enfants et celle du reste de la famille alors que le nombre d'infections à la COVID-19 ne cesse d'augmenter? Un décideur devrait également se poser des questions telles que: Quelles sont les devoirs et obligations que les administrations scolaires se doivent d'exécuter pour garder les écoles ouvertes et maintenir une éducation fonctionnelle? Quels devoirs et/ou obligations les enseignants et le personnel scolaire ont-ils de devoir se rendre dans les écoles malgré un risque sanitaire potentiellement mortel? Si la société considère le personnel scolaire comme des «travailleurs essentiels» et l'oblige à se présenter sur son lieu de travail pendant une pandémie, les administrations scolaires sont-elles dans l'obligation de prendre des mesures appropriées pour assurer leur sécurité personnelle (telles que des mesures de distanciation sociale, une compensation supplémentaire et une assurance maladie) ?

**4. Caractère: Quelles actions expriment un caractère idéal personnel ou collectif?** La question du *caractère* dépend, dans une large mesure, de la valeur accordée à la sécurité et à l'éducation. Sommes-nous le genre de leaders qui tiennent à ce que l'éducation soit maintenue et ce même dans l'adversité? A ce que les enfants et les adultes soient en sécurité au sein du système éducatif? Et que tous les enfants aient un accès égal à l'éducation? Cela peut ne pas refléter l'idéal dans lequel nous souhaitons vivre, par exemple, si la décision de fermer ou de rouvrir des écoles est prise sans tenir compte de l'impact sur les enfants et leurs familles, ou si elle est prise de manière autocratique sans consultation élargie, ou encore si elle est prise d'une manière qui profite à certains mais pas à d'autres enfants. Nous devrions nous poser des questions telles que: L'idéal parfait d'une société réside-t-il dans le fait que tous les enfants aient un accès égal à une éducation de qualité ou bien que tous les citoyens soient protégés au mieux contre la maladie? Il peut en effet y avoir un compromis différent entre la sécurité des enfants et la santé des adultes. Nous devons nous rappeler que les décisions que nous prenons nous montrent à nous-mêmes (ainsi qu'aux autres) le genre de personnes et de dirigeants que nous sommes, ainsi que les idéaux que nous défendons.

**5. Liberté - Quelles actions respectent le mieux l'autonomie, l'intégrité, la dignité et le choix des autres?** Les considérations relatives à *liberté* dans ce contexte soulèvent la question de savoir comment les divergences d'opinion entre les personnes concernées sont prises en compte et traitées: les différences d'opinion quant à la question de savoir s'il faut ou non envoyer les enfants à l'école dans un contexte où la sécurité est incertaine, s'il faut ou non enseigner et travailler à l'école s'il y a une possibilité de maladie ou de blessure, ou des divergences d'opinion quant à la réouverture ou au maintien de la fermeture des écoles, ou encore au recours à un arrangement hybride. La recherche de liberté peut également indiquer la nécessité de recourir à des processus décisionnels consultatifs, mesure dans laquelle les élèves, les enseignants et les familles sont consultés, leurs voix entendues et des alternatives envisagées. Les considérations relatives à la liberté comportent des questions telles que: Les chefs d'établissement doivent-ils consulter les personnes les plus touchées par la réouverture des écoles (élèves, enseignants et familles)? La décision «scolarisation contre sécurité» devrait-elle reposer sur les épaules des parents? Les écoles devraient-elles proposer des alternatives raisonnables? L'apprentissage à distance ou hybride prive-t-il les enfants de leur liberté de s'épanouir dans un environnement éducatif de qualité, créant une «nouvelle normalité» d'enseignement à domicile socialement inférieure? Les professeurs et le personnel scolaire méritent-ils d'être entendus dans la décision d'ouverture des écoles? Ces questions de liberté exigent que nous respections les voix des personnes concernées par le processus de réouverture des écoles.

**6. Empathie: les actions reflètent-elles de l'empathie, se soucient-elles de toutes les parties?** Le thème de l'empathie évoque une sensibilité envers les personnes touchées par la fermeture ou la réouverture des écoles. Comment les décideurs pourraient-ils être en mesure de se préoccuper et de se soucier du bien-être à la fois des enfants, des parents, des enseignants et de la communauté au sens large, chacun ayant des expériences et des besoins différents (par exemple, un environnement éducatif normal, le fardeau de l'enseignement à domicile, le retour au travail, etc.)?

Si les écoles restent fermées, des questions d'empathie peuvent être soulevées telles que celles relatives à la perte de contact social pour les enfants qui se retrouvent isolés, aux préoccupations quant à la situation des enfants ayant des besoins spéciaux, à l'inquiétude et aux déceptions des jeunes qui perdent d'importants points de repères, aux angoisses pour les parents qui peuvent être contraints de quitter leur emploi afin de pouvoir s'occuper des enfants à la maison, ou à la prise en compte des exigences exceptionnelles que les divers dispositifs d'éducation hybrides imposent aux enseignants. Réciproquement, l'empathie pour la santé des personnes menacées par la réouverture des écoles - les personnes âgées, les malades, les personnes souffrantes de maladies préexistantes et les enseignants en «première ligne» - devrait figurer au premier plan. Comment nous, leaders du secteur scolaire, nous soucions-nous vraiment des personnes concernées? Que cela fait-il de se mettre à leur place?

**7. Autorité: quelle est l'autorité légitime qui doit être prise en compte lors de la prise de décision?** La dimension de l'*autorité* encourage un décideur à rechercher et à équilibrer les points de vue et les attentes des experts concernant la sécurité maximale et l'importance d'une réouverture des écoles. La décision dépend d'une discussion ouverte et d'une analyse de questions telles que: La réouverture des écoles est-elle conforme aux lois, normes et directives nationales, internationales et locales? Le report de la réouverture des écoles enfreint-il les lois, règlements ou directives? Quelles actions les experts en santé publique, en éducation et dans le domaine psychosocial conseillent-ils? Existe-t-il des croyances et des pratiques religieuses profondément ancrées qui seront affectées par la décision de rouvrir les écoles?

**8. Droits - Quels droits, le cas échéant, s'appliquent?** Les *droits* les plus évidents à prendre en compte dans ce processus de prise de décision sont le droit à la vie et à la santé, le droit à l'éducation et d'autres droits consacrés dans la législation locale et nationale, la Convention relative aux Droits de l'Enfant<sup>iv</sup> et autres codes applicables. Il faut également tenir compte du droit des parents de prendre des décisions concernant l'intérêt supérieur de leurs enfants, y compris quant à leur éducation, leur protection et leur sécurité, ainsi que le droit des enfants en âge raisonnable de participer aux décisions qui les concernent. De même, les droits du personnel scolaire à recevoir des garanties légitimes de sécurité (ou au moins un consentement éclairé quant aux risques encourus) pendant la pandémie doivent être pris en compte, ainsi que les droits à la santé des parents et voisins âgés ou immunodéprimés. Avant d'aborder le dilemme de la réouverture de l'école, les dirigeants devraient se demander quels sont les droits impliqués et mis en jeu dans notre contexte ?

### **Conclusion des auteurs**

Une prise de décision éthique implique un examen approfondi des options, des actions et des avantages et préjudices potentiels pour soi-même et pour les autres. Après avoir pesé les points importants de la

discussion et rassemblé les différents éléments, un décideur souhaite être en mesure de pouvoir dire que sa décision est la «bonne» ou «la meilleure action possible». A cette fin, il est essentiel de commencer par se poser les bonnes questions éthiques, replaçant ainsi la décision dans un contexte moral. Les Huit Questions Clés sensibilisent à une prise de conscience de valeurs morales partagées. L'établissement de ces valeurs fournit un guide pour analyser les problèmes pertinents pendant une période de chaos apparent (par exemple, envisager quand et comment rouvrir les écoles à la lumière d'une pandémie mondiale).

Les exemples ci-dessus ne sont justement que des exemples. De même, la conclusion que nous cherchons à mettre en évidence ne concerne pas les suggestions spécifiques subséquentes, mais l'importance d'aborder le dilemme de la réouverture de l'école en utilisant une stratégie éthique qui repose sur des questions telles que les Huit Questions Clés. Encore une fois, nous recommandons que les décideurs utilisent la stratégie dans leur propre contexte pour générer les décisions les mieux informées et ainsi gagner en confiance dans les choix qu'ils font.

Lorsqu'il s'agit du dilemme de la réouverture des écoles, nous savons que les sociétés du monde entier s'accordent sur l'importance de l'éducation, pour «l'intérêt supérieur de l'enfant», pour la famille et pour la société. La perturbation de la scolarité due à la pandémie de COVID-19, et le fait de décider de quand et comment reprendre, crée un effet domino dans tous les aspects de la société. La pandémie actuelle de coronavirus constitue la pire urgence sanitaire mondiale depuis plus d'un siècle. Elle est responsable de 22 millions de cas et de plus de trois quarts de million de décès dans 192 pays et territoires à ce jour, et les taux d'infection sont toujours en augmentation. Par conséquent, et dans certains cas, des mesures extrêmes ou peu orthodoxes peuvent se trouver justifiées. Pour cette raison, les décideurs doivent tenir compte des effets potentiels de leurs décisions de réouverture ou non des écoles sur toutes les personnes concernées.

Compte tenu de ces considérations, la position par défaut devrait être que la réouverture des écoles est dans «l'intérêt supérieur de l'enfant». Cependant, des considérations de santé peuvent infirmer cette position par défaut, en fonction du degré de risque dans le contexte local. Les considérations d'équité, d'empathie et de caractère plaident en faveur d'une consultation ouverte au niveau communautaire pour toute décision concernant un dilemme de cette ampleur. Des considérations relatives à la liberté peuvent suggérer de réserver un choix familial personnel; chaque situation familiale étant différente, chacun devrait avoir la possibilité d'envoyer ou non ses enfants à l'école à sa discrétion après une analyse des risques. Les réouvertures d'écoles doivent être entreprises en toute sécurité et en cohérence avec la réponse sanitaire globale de chaque pays, ciblées sur le contexte local et menées en tenant compte d'une consultation appropriée et de toutes les mesures raisonnables pour protéger les élèves, le personnel et les enseignants et leurs familles.

Dans des circonstances idéales, assurer un fonctionnement efficace des écoles présente d'énormes défis pour les décideurs. Les enfants dépendent des décisions éclairées de ceux dont la responsabilité est de veiller à ce qu'ils soient pris en charge et préparés à un avenir constructif et productif. La pandémie COVID-19 aggrave ces défis en injectant des dilemmes de vie ou de mort dans les questions de programmes, d'enseignement, de bien-être et de développement de l'enfant. Parce que les systèmes scolaires diffèrent, que les ressources et les actifs varient et que la pandémie de COVID-19 est entourée d'incertitude et

d'imprévisibilité, il n'existe pas une bonne réponse unique à la question de la réouverture ou de la fermeture d'écoles en tous lieux. Le contexte compte.

Il n'est pas surprenant que les chefs d'établissement se sentent souvent dépassés, essayant de faire face à un grand nombre de variables et de contingences contradictoires. COVID 19 crée des risques pour la santé qui sont mieux compris dans le cadre de dilemmes moraux au sein des écoles. Commencer par s'intéresser aux questions morales, par exemple en utilisant la stratégie des 8QC, devrait aider les chefs d'établissement à prendre des décisions mieux informées sur ce qu'il faut faire tant pour les écoles que pour leurs élèves.

---

<sup>i</sup> Les auteurs remercient Pilar Aguilar, Directrice de la Fondation Henri Dunant sur les Droits de l'Homme et les Politiques Publiques, et Hani Mansourian, Coordonnateur de l'Alliance pour la Protection de l'Enfance dans l'action humanitaire, pour leurs contributions substantielles à cet article.

<sup>ii</sup> William J. Hawk est professeur de philosophie et préside Le Raisonnement Ethique en Action, qui héberge la stratégie de raisonnement éthique des Huit Questions Clés, Université James Madison, Harrisonburg, Virginie, États-Unis ([hawkwj@gmail.com](mailto:hawkwj@gmail.com)).  
Frederick Spielberg est un consultant indépendant travaillant dans la préparation aux catastrophes et l'action humanitaire, basé à Segny, Ain, France ([fredspielberg@yahoo.com](mailto:fredspielberg@yahoo.com)).  
Everett Ressler est le Directeur Exécutif de HDPI, Inc, un réseau mondial de spécialistes de l'humanitaire et du développement ([everett.ressler@gmail.com](mailto:everett.ressler@gmail.com)).

<sup>iii</sup> Les Huit Questions Clés (8QC) pour le raisonnement éthique, élaborées à l'Université James Madison, est une stratégie visant à explorer les considérations relatives à la prise de décision à l'aide d'un cadre éthique. Pour une description plus complète, voir: [www.jmu.edu/ethicalreasoning](http://www.jmu.edu/ethicalreasoning).

<sup>iv</sup> La Convention relative aux Droits de l'Enfant (1989) est le traité des droits de l'homme le plus largement ratifié de l'histoire.